

du Var. Les socialistes qui comptaient plus de cent membres dans l'ancienne Chambre ne rentreront pas soixante au Palais-Bourbon.

Les radicaux et les radicaux-socialistes qui, en 1914, avaient contribué, en s'alliant avec eux au second tour de scrutin, à faire triompher les socialistes, ceux qui, durant ces derniers mois, ont lutté contre le ministère Clémenceau ou fait montre de sympathies pour M. Caillaux et M. Malvy, sont également battus. C'est le cas de M. Augagneur, à Lyon, de M. Violette, en Eure-et-Loir et de beaucoup d'autres. Succombent, en même temps, notamment, dans le midi, des hommes qui, comme M. Lafferre, actuellement ministre de l'Instruction publique, demeuraient attachés au vieil esprit anticlérical d'avant guerre.

Les deux idées qui ont triomphé, au scrutin du 16 novembre, sont les deux idées de paix sociale et d'apaisement des querelles intestines qui avaient la religion pour objet. Devant le péril révolutionnaire, rendu plus sensible par les essais d'obstruction, en face des grèves politiques fomentées par les socialistes, tous ceux qui veulent que la France vive et se relève de ses ruines glorieuses se sont coalisés. Tous les républicains, avancés ou modérés, ont fait bloc, dans un bel élan de patriotisme et de solidarité nationale.

Les catholiques ont joué un grand rôle dans ces élections. L'immense majorité d'entre eux, se refusant à discuter ou à combattre le régime républicain, en tant que tel, a accordé ses suffrages, partout où manquait les candidats nettement catholiques, à des hommes qui, comme M. Millerand, ou M. Deschanel, ou M. Barthou, leur offraient des garanties suffisantes, au moins pour le moment, au point de vue du respect de leurs croyances. Sans doute, et malheureusement, les hommes politiques que nous venons de nommer ont déclaré vouloir maintenir à la République son caractère de laïcité ; ils ont du moins promis que cette laïcité ne serait plus agressive et qu'elle ne renfermait aucune arrière-pensée de lutte contre l'Église, plusieurs d'entre eux et non des moindres, tels que M. Millerand, M. Briand, M. Viviani, se sont prononcés pour des raisons politiques, en faveur de la reprise des relations diplomatiques avec le Saint Siège. C'est là une orientation nouvelle et significative de la politique française.

Grâce à ces alliances, consenties de part et d'autre, avec une égale loyauté, les catholiques ont pu conquérir nombre de sièges et prendre rang, en bonne place, dans le groupe, très augmenté, des républicains progressistes et libéraux. Pour la première fois, ils sortent des partis d'opposition et se trouvent en mesure d'exercer, au sein de la majorité, une influence qui ne pourra manquer d'être heureuse, à tous points de vue.